

« Budget et qualité des services publics: plus d'Etat central, moins de fonctionnaires territoriaux ! »

par Antoine Boulay

« Les secteurs régaliens – police, justice – et socialement prioritaires – éducation, santé – sont ceux qui ont souffert le plus d'une réorganisation à la fois coûteuse et inefficace »

Temps de lecture estimé : 2 minutes

Publié le 30 septembre 2024 à 14:50

Antoine Boulay



[Le nombre de fonctionnaires augmente en France](#), c'est un fait, mais de manière très spécifique : baisse relative des effectifs de l'Etat et augmentation massive pour [les collectivités locales](#). Entre 1990 et 2020, le nombre de fonctionnaires territoriaux a en effet doublé.

Malgré cette croissance, les Français constatent une dégradation brutale de la qualité de leurs services publics, en particulier dans les zones rurales. Qu'on en juge, entre 1990 et 2020, le budget de l'Etat en euros constant a progressé de 12 % (ce qui n'est déjà pas mal...), celui de la Sécurité Sociale également (ce qui se comprend au vu notamment du vieillissement de la population) et celui des collectivités territoriales de 22 % ! Pour ce qui est des effectifs, c'est plus flagrant encore : entre 1980 et 2020, la fonction publique d'Etat a été stable, à 2,4 millions, la fonction publique hospitalière a crû de 83 %, de 600 000 à 1,1 million... et la fonction publique territoriale a explosé, passant de 900 000 à près de deux millions d'agents !

La décentralisation : un échec pour l'efficacité de la dépense publique ?

La décentralisation a conduit à un transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales sans rationalisation des effectifs, au contraire. Emblème de ce changement, [les bureaux de poste supprimés dans les zones rurales](#), situation vécue par beaucoup comme

un abandon par l'Etat, un déclassement... quand, dans le même temps, les intercommunalités se sont multipliées. On a en quelque sorte fermé des bureaux de poste pour ouvrir des bureaux de fonctionnaires territoriaux.

En réalité, le mille-feuille administratif n'existe peut-être pas tant que ça... mais le « mille-feuille territorial » certainement, enchevêtrement de structures alourdissant la gestion sans améliorer les services.

Geler les embauches dans la fonction publique territoriale est le seul moyen de rationaliser le système et de réorienter les ressources vers l'Etat

Une inflation d'emplois locaux, peu de résultats

Certes, la décentralisation impliquait des transferts de compétences. Mais la santé, l'éducation ou la sécurité, priorités des Français, n'en ont pas profité. Les cheminots sont toujours employés par la SNCF, les auxiliaires de vie par les Ehpad : que les budgets aient augmenté pour financer le rail et les maisons de retraite et l'APA (Allocation personnalisée d'autonomie) ou le RSA (Revenu de solidarité active), soit, mais que le nombre de fonctionnaires locaux ait été multiplié par deux, au nom de quoi ? Et pour quels résultats ?

Restaurer l'Etat central

Renflouer les finances publiques tout en améliorant les services publics passe donc par un renforcement de l'Etat central. Geler les embauches dans la fonction publique territoriale est le seul moyen de rationaliser le système et de réorienter les ressources vers l'Etat. Les secteurs régaliens – police, justice – et socialement prioritaires – [éducation](#), santé – sont en fait ceux qui ont souffert le plus de cette réorganisation à la fois coûteuse et inefficace. Ce hiatus explique aussi en grande partie la crise démocratique. Et si on prenait le problème dans le bon sens ?

Antoine Boulay, président de l'Institut Bien Commun.